

# Passerelles Synthèse

*Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable*

Volume 10 · Numéro 11, 23 Juillet 2009

## Ligne de Fond

OMC : « Parvenir à une conclusion ambitieuse et équilibrée du cycle de développement de Doha en 2010 » : l'ambition des G 8 et 5 ..... 1

## Nouvelles de l'OMC

Agriculture : Reprise des négociations, Séance en salle E ..... 2

AMNA : Les négociations sectorielles vont de l'avant ..... 3

## Sur le fil

G 8 : De nouvelles promesses et nouveaux engagements de la part des pays riches, vont-ils se concrétiser ? ..... 3

## Nouvelles régionales

APE : Accord de partenariat économique (APE): La Côte d'Ivoire a le dos au mur ..... 4

Intégration : Les acteurs du secteur agricole sous régional s'attaquent aux contraintes non tarifaires du commerce intra régional ..... 6

## Evénements et Publications

Evénements ..... 7

PASSERELLES, SYNTHÈSE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE© est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)

Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux.

## LIGNE DE FOND

### OMC : « Parvenir à une conclusion ambitieuse et équilibrée du cycle de développement de Doha en 2010 » : l'ambition des G 8 et 5

La crise qui secoue le monde à plusieurs niveaux serait très loin de connaître son épilogue pensent certains. Le comportement des Etats depuis le début de cette crise fait penser qu'elle est partie pour durer. Les plans de relance et les mesures protectionnistes qui sont en train d'être mis en œuvre ont fini de montrer la frilosité des Etats et leurs appréhensions sur la crise.

Cette situation a fortement influencé le système mondial du commerce et le cycle de négociation de Doha qui selon certains est la seule solution à la crise. Parmi eux, le Directeur général de l'OMC qui annonçait récemment que "Le pire de la crise en matière sociale est toujours à venir, ce qui veut dire que le pire de la crise en matière politique est toujours à venir".

De l'avis de Lamy, au lieu de se renfermer et de mettre en place des politiques protectionnistes, les pays devaient plutôt faire confiance au système de l'OMC et aider à conclure le cycle de négociation.

"Si vous voulez vraiment maintenir les échanges commerciaux ouverts, vous devez comprendre (...) que le meilleur moyen est de continuer à ouvrir les échanges commerciaux", d'où "l'urgence" de conclure le cycle de Doha pour la libéralisation des échanges, avait lancé le DG de l'OMC à la veille du sommet des pays du G8 en Italie. Ce énième appel est similaire à celui lancé avant le sommet du G 20, comme l'auteur l'a du reste rappelé, "Mon message au G8 sera très similaire à mon message au G20 de Londres".

Le sommet semble comprendre que le cycle de Doha peut être le sauveur face à la crise. En effet, le G8 et les pays émergents, réunis à L'Aquila en

marge du sommet du G8, veulent conclure les négociations de Doha sur la libéralisation du commerce "en 2010" et s'engagent à "résister au protectionnisme".

La déclaration G8/G5 à laquelle se sont associées l'Australie, l'Indonésie, la Corée du Sud, l'Afrique du Sud et l'Égypte a décliné un certain nombre de points sur lesquels ces pays se sont engagés. Ainsi on peut lire dans la déclaration : "Nous encourageons l'ouverture des marchés pour les échanges et les investissements", "Nous avons pris l'engagement de chercher à parvenir à une conclusion ambitieuse et équilibrée du cycle de développement de Doha en 2010". Ils ont aussi décidé de se réunir au niveau des Ministres du Commerce avant le sommet de Pittsburgh" du G20 les 24-25 septembre aux États-Unis.

#### **Mais est-ce que le système de l'OMC résistera à la crise ?**

En tout cas l'organisation travaille pour la conclusion du cycle de négociation de Doha, elle compte étendre son champ d'application pour une meilleure prise en compte des différents aspects de la crise et participer à une meilleure régulation des relations internationales. L'OMC a dénoncé de nouveaux dérapages protectionnistes parmi ses 153 pays membres et revu à la baisse des prévisions 2009 pour le commerce mondial, qui devrait plonger de 10%, au niveau le plus bas depuis la Seconde Guerre Mondiale.

#### **Les pays en développement payeront la plus lourde tribu**

"L'impact du ralentissement des échanges commerciaux sera plus dur pour les pays en développement", a par ailleurs averti M. Lamy. L'organisation s'attend ainsi à ce que les flux commerciaux des pays en développement se contractent cette année de 7%, contre 2% à 3% initialement prévus.

Le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, avait prévenu lundi que les mesures protectionnistes mises en place par certains gouvernements pour contrer la crise économique risquent de "dérapage" et que les États ayant entrepris de telles mesures "jouent avec le feu".

En raison du tarissement attendu des échanges commerciaux, l'aide au commerce "est devenue aujourd'hui essentielle", a souligné M. Lamy, qui a également prôné une relance "la plus rapide possible" du cycle de Doha.

Il faut rappeler que la crise économique a généré un besoin urgent de rétablir la confiance dans le système mondial de gouvernance économique, financière et commerciale. Un consensus politique se dégage clairement sur la nécessité de renforcer les règles de fonctionnement des économies de marché et le contexte politique qui s'y prête. Il faut encore de la volonté pour y arriver.

## **NOUVELLES DE L'OMC**

### **Agriculture : Reprise des négociations, Séance en salle E**

Trente-six pays membres ont été invités par le président des négociations sur l'agriculture, M. David Walker, à participer à une séance en salle E pendant la matinée du 3 juillet. Des fonctionnaires ont confirmé que les membres sont convenus d'entamer l'atelier sur l'établissement de listes pendant la semaine du 20 juillet. L'atelier devrait porter uniquement sur les modèles, p. ex., déterminer quels genres de données seront nécessaires et quelle période de base sera utilisée lorsque les membres prépareront leur liste d'engagements après la conclusion d'un accord sur les modalités.

Des fonctionnaires ont déclaré que M. Walker consultera les délégués afin d'élaborer un ordre du jour fondé sur les questions prioritaires. Les membres, particulièrement les pays en développement, ont demandé que les questions qui sont toujours entre crochets dans le projet de texte soient examinées en premier. Il n'est pas encore clair quand le président prévoit d'entamer les pourparlers sur les sujets en suspens restants, mais des fonctionnaires de l'OMC ne prévoient pas qu'il y aura une autre réunion sur l'agriculture importante – hormis une réunion ouverte avant le Conseil général des 28 et 29 juillet – avant l'ajournement d'été.

---

## AMNA : Les négociations sectorielles vont de l'avant

Le groupe de négociations sur l'AMNA s'est réuni le 29 juin et, selon un fonctionnaire, quelques membres se sont dits préoccupés pour ce qui est de leur participation aux initiatives sectorielles, car il avait été convenu que la participation serait uniquement volontaire. Les États-Unis souhaitent que les pays en développement émergents, particulièrement le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud, participent à des négociations bilatérales sur l'accès aux marchés, surtout dans des secteurs tels que les produits chimiques et les produits électroniques. Le président, M. Luzius Wasescha, a déclaré que le travail dans ce secteur des négociations « va de l'avant ».

Par ailleurs, quelques fonctionnaires ont dit espérer que les hauts fonctionnaires du commerce s'impliqueront bientôt pour faire en sorte que les négociations s'intensifient. On dirait que le climat politique s'est manifestement amélioré au cours des deux dernières semaines, a reconnu M. Wasescha, avant d'ajouter qu'il n'ira de l'avant qu'à condition que les membres acceptent collectivement de le faire. Pour ce qui est de son plan de travail, le président suisse a déclaré qu'il a l'intention de consulter les membres sur la carte routière pour le travail du groupe à l'automne, faisant observer que le point de départ des prochains pourparlers était le texte de décembre 2008.

Source : Genève en bref

---

## SUR LE FIL

---

### G 8 : De nouvelles promesses et nouveaux engagements de la part des pays riches, vont-ils se concrétiser ?

Les pays les plus industrialisés du monde se sont réunis du 8 au 10 Juillet à L'Aquila, en Italie, dans le cadre du sommet du G8. Ce sommet a abordé beaucoup les éventuelles solutions à la crise mondiale, la sécurité alimentaire en Afrique, les

négociations commerciales et les changements climatiques.

Pendant ce temps, au Mali, des altermondialistes venus du continent et d'ailleurs, ont tenu un contre-sommet, le 'Forum des peuples' pour, disent-ils, dénoncer le G8 qui n'a reçu aucun mandat pour concevoir des plans de développement au nom de l'Afrique.

Crise économique mondiale oblige, les discussions ont tourné, lors de la première journée de travaux, sur les stratégies de relance et les nouvelles règles éthiques dont devraient se doter les économies de ces pays riches pour éviter d'autres crises d'envergure mondiale à l'avenir. Le deuxième jour, le G8 qui était rejoint par les cinq grands pays émergents (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde, Mexique) s'est penché sur les problèmes liés au Commerce et au Climat. Et lors de la dernière journée, la sécurité alimentaire, notamment en Afrique, était au centre des débats.

Comme l'a annoncé le Président José Eduardo dos Santos, à L'Aquila, en Italie, la sécurité alimentaire était l'une des principales préoccupations du continent africain, due à son implication dans les domaines de santé, de production, de stabilité sociale, de politique et de la croissance économique.

Le G8 a préconisé l'augmentation de l'investissement agricole dans les pays pauvres pour aider ceux-ci à mettre en place leurs propres stratégies de sécurité alimentaire. Des contributions financières de plusieurs milliards ont été annoncées. Le G8 a souligné que "13 milliards de dollars ont été déboursés entre janvier 2008 et juillet 2009 et que des engagements supplémentaires importants ont été pris depuis le sommet de 'Toyako' du G8 en juillet 2008.

Les pays riches ont aussi décidé d'inverser la tendance baissière de l'aide publique au développement et du financement national de l'agriculture qui s'observe ces dernières années.

Ils se sont engagés à respecter leurs promesses d'augmenter l'aide publique au développement en faveur de l'Afrique et d'accroître "avec d'autres donateurs" de 25 milliards de dollars par an cette aide sur la période 2004-2010.

"Malgré les graves effets de la crise sur nos économies, nous soulignons à nouveau combien il est important d'honorer les engagements d'augmenter l'aide que nous avons pris à Gleneagles (...). Pour l'Afrique, il faudra notamment qu'avec d'autres donateurs, nous augmentions l'aide publique au développement de 25 milliards de dollars par an d'ici 2010, par rapport à 2004", selon le texte d'une déclaration sur le "développement et l'Afrique".

La question qui se pose aujourd'hui est celle de savoir si le G 8 est capable de tenir ces promesses qu'elle n'a cessé de faire depuis le sommet de Gleneagles ?

En tout cas les sociétés civiles du Sud, particulièrement celles africaines, ne fondent aucun espoir sur ces promesses.

En effet, parallèlement à cette réunion de L'Aquila, près d'un millier d'altermondialistes venus d'Afrique et d'ailleurs ont tenu un contre-sommet au Mali, celui dit des 'pauvres'. Organisée à l'initiative de la section malienne des Coalitions africaines dettes et développement (Cad), cette rencontre, officiellement appelée, Forum des peuples, s'est tenu également du 8 au 10 juillet. L'objectif principal est d'empêcher le « G8 d'avoir le monopole de la parole ».

'Au moment où le G8 se tiendra dans un style bourgeois, en Italie, nous, nous tenons notre sommet des pauvres sur le plateau dogon, dans la localité de Bandiagara (Nord du Mali)', a déclaré mardi Mme Barry Aminata Touré, coordonnatrice de cette rencontre. Pour elle il n'y aura pas de sujets tabous. Toutes les questions ont été abordées relatives à la crise et des défis que celle-ci pose aux populations, mouvements sociaux et gouvernements africains'.

Le message des altermondialistes semble clair : il n'appartient pas au G8 d'élaborer des programmes et stratégies de développement pour l'Afrique.

D'autres organisations ont emboité le pas à ces altermondialistes. "Il est bien de réaffirmer des vieilles promesses. L'annonce de nouveaux programmes est positive mais ce dont nous avons vraiment besoin est d'action pour nourrir les gens et guérir les malades", a souligné Oliver Buston porte-parole de One, une organisation non

gouvernementale animée par les chanteurs de rock Bono et Bob Geldof. "Déjà en 2005, au sommet de Gleneagles, le G8 avait promis 50 milliards de dollars pour l'aide publique au développement d'ici à 2010. Mais plus de 20 milliards de dollars manquent toujours à l'appel, presque totalement pour l'Afrique", a déploré de son côté une autre ONG, Oxfam.

## NOUVELLES REGIONALES

### APE : Accord de partenariat économique (APE): La Côte d'Ivoire a le dos au mur

L'accord signé paraphé en 2007 puis signé en 2008 entre la Côte d'Ivoire et l'UE pour un Accord intérimaire de partenariat économique devait entrer en vigueur le 1er juillet. La Côte d'Ivoire devrait ouvrir son marché à l'Europe. Dans les coulisses du Ministère de l'Intégration, négociateur de l'accord de partenariat économique (APE) pour la Côte d'Ivoire, c'est le silence total sur la question. La seule certitude est que les autorités ivoiriennes se sont inscrites dans la dynamique de l'intégration régionale en privilégiant l'accord régional global. C'est-à-dire que l'accord intérimaire paraphé par la Côte d'Ivoire disparaît si un accord global est signé. Pourtant, les choses ne semblent pas avancer au niveau de la sous-région. De ce fait, la Côte d'Ivoire est aujourd'hui prise entre l'enclume du respect de l'engagement pris et le marteau du pays qui aura fait exploser l'intégration régionale. En tout état de cause, deux solutions se présentent. Soit la Côte d'Ivoire signe un accord individuel, soit la Côte d'Ivoire dénonce sa signature et décide d'attendre la signature de l'accord global.

Scénario 1 : la Côte d'Ivoire signe un accord individuel

«Quand le tonnerre gronde, chacun pose sa main sur sa tête», indique un proverbe africain. Un tel scénario présente pour la Côte d'Ivoire l'avantage de s'éloigner de la menace du Système généralisé de préférences (SGP). Le pays sauvegarde ainsi son accès au marché européen sans aucune perte de recettes en prime. Pour un pays dont l'essentiel des recettes d'exportation provient des matières

premières agricoles, il n'y a pas à se poser mille questions. C'est d'ailleurs ce qui explique le paragraphe de l'accord intérimaire le 7 décembre 2008 afin que la Côte d'Ivoire ne perde pas ses recettes fiscales évaluées à près de 200 milliards FCFA. Cette transition va permettre d'éviter que les principaux produits d'exportation ivoiriens vers les marchés européens ne soient soumis à des droits des douanes à partir du 1er janvier 2008.

Mais on doit toujours avoir à l'esprit les propos sibyllins du délégué de la Commission de l'UE pour la Côte d'Ivoire, Michel Arion : «Tout indique que nous sommes sur la bonne voie pour parvenir à un accord de partenariat économique global dans les mois qui suivent». Il faut lire entre les lignes. Ce scénario a le lourd inconvénient de mettre en péril l'intégration régionale. L'Europe n'a plus d'interlocuteur unique dans la région. Mieux, elle gagne un accès au marché dans les autres pays à travers son point d'entrée obtenu avec la Côte d'Ivoire pour les pays de l'Uemoa. Du coup, les autres pays vont aussi fermer l'accès des produits ivoiriens sauf à payer des droits de douane. Autant dire à revenir à la période pré-Cedeao-Uemoa. Désormais, chaque pays va essayer de tirer son épingle du jeu à travers sa politique commerciale propre, car l'Europe va se présenter devant une région où vont cohabiter trois accords (APE, SGP et TSA «Tout sauf les armes»). De plus, la signature de la Côte d'Ivoire va affaiblir énormément le pouvoir de négociation de l'Afrique de l'Ouest vis-à-vis de l'UE.

Le pire est que, si le Ghana et le Nigeria en font autant, il ne sera plus possible de relever le Tarif extérieur commun (TEC) de l'Uemoa et de la Cedeao. Dans ce schéma, les pertes fiscales dues à l'alignement du TEC de la Cedeao sur celui de l'Uemoa seraient trois fois supérieures à celles d'un APE qui aurait été signé en autorisant l'Afrique de l'Ouest à conserver un taux de protection de 37% sur ses importations de l'UE, soit un taux de libéralisation totale dans les deux sens (importations + exportations) limité à 82%.

Scénario 2 : la Côte d'Ivoire dénonce son accord intérimaire

Si l'intégration régionale est sauvée, il n'en demeure pas moins que ce scénario à l'inconvénient de placer la Côte d'Ivoire dans le

SGP. Il faudra alors faire jouer à fond la solidarité régionale pour sauver le pays. Or, le mécanisme de compensation qui fonde le renouveau de la solidarité régionale entre les PMA et les pays en développement (PED) peine à être effectif car reposant sur un paradoxe économique évident : les PMA n'ont pas les moyens de supporter un budget de compensation. Et les plus pauvres sont suffisamment pauvres pour ne pas avoir la prétention de trouver des solutions financières à des pays comme la Côte d'Ivoire, locomotive de la sous-région. Les institutions régionales ne sont pas les plus loties, elles qui vivent des prélèvements communautaires. Le financement du mécanisme de compensation est au-dessus de leur force. Du coup, les promesses d'une solidarité économique et financière régionale ne peuvent pas se matérialiser. En un mot, la Côte d'Ivoire ne peut pas financièrement compter sur la région. Donc... Que faire ?

Le 25 mars dernier, l'UE et la Côte d'Ivoire ont signé un protocole d'accord visant à «ménager» le gouvernement ivoirien jusqu'aux élections. En voici quelques extraits : «La Commission de l'UE exprime le souhait qu'un gouvernement responsable et démocratiquement élu soit instauré dans les plus brefs délais en Côte d'Ivoire; salue par conséquent l'ensemble du travail préparatoire effectué par la Commission électorale indépendante (CEI) mais prie instamment la CEI de publier dans les plus brefs délais un nouveau calendrier électoral réaliste; estime que le soutien du Parlement à un APE complet entre l'Union et la Côte d'Ivoire devrait tenir compte de l'organisation d'élections et de la désignation d'un gouvernement responsable et démocratiquement élu en Côte d'Ivoire; demande à être consultée dès que possible; souligne que l'éventuel APE régional avec l'Afrique de l'Ouest ne doit en aucun cas mettre en péril la cohésion des pays concernés ni affaiblir leur intégration régionale; estime qu'un APE complet bénéficiera pleinement aux citoyens de la Côte d'Ivoire si un gouvernement responsable et démocratiquement élu est mis en place dans ce pays; exprime le souhait qu'un tel gouvernement soit, à terme, instauré en Côte d'Ivoire». Tout porte à croire que tout va se décider après les élections.

Source Abidjan.net



## **Intégration : Les acteurs du secteur agricole sous régional s'attaquent aux contraintes non tarifaires du commerce intra régional**

Différents acteurs des secteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest et du Centre se sont réunis à Lomé au Togo du 29 juin au 02 juillet 2009 pour discuter des contraintes non tarifaires dans le commerce des produits agricoles dans ces régions.

Ces travaux ont, en plus des délégués de la conférence des ministres de l'agriculture, enregistré la participation des responsables des observatoires des filières fruits et légumes, du bétail et de la viande, des Chambres d'Agriculture membres du Réseau des Chambres d'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest (RECAO) et du Réseau des Journalistes de l'Afrique de l'Ouest et du Centre pour l'Agriculture (RJAOCA).

L'objectif de cette rencontre était de rechercher les stratégies de réduction des entraves au commerce de produits agricoles, afin de favoriser leur compétitivité et le développement des échanges. Elle a permis de consolider les conclusions des travaux de Cotonou en janvier dernier sur les propositions visant à minimiser les contraintes non tarifaires sur les échanges agricoles entre les pays de ces deux régions et les échanges interrégionaux.

Les rapports qui ont été présentés et discutés ont soulevé les questions relatives à la vulgarisation des textes, la stratégie de plaidoyer, l'obtention des données chiffrées, le renforcement des capacités, la rationalisation des marchés, les facteurs pénalisants, les recommandations pour améliorer le commerce intra-régional et le rôle des médias.

D'autres questions relatives à la problématique de l'intégration et du commerce intra régional ont été soulevées : il s'agit des dispositions régissant le commerce intra-régional de l'UEMOA et de la CEDEAO et des barrières non tarifaires.

A la suite des travaux, des recommandations et d'orientations ont été formulées :

- La nécessité pour les Observatoires de filières et les Chambres d'Agriculture de jouer pleinement leur rôle de plaidoyer en vue de minimiser les contraintes non tarifaires ;
- La mise à contribution des outils d'information et de communication (bulletins d'information, plateformes web, les grands événements comme les journées du paysans, les foires et salons....) des observatoires de filières, des chambres d'Agriculture, de la CMA/AOC, du CTA etc.... pour le plaidoyer
- Le recours aux professionnels de l'information (journalistes) pour appuyer les actions de plaidoyer des observatoires et des Chambres d'Agriculture
- L'approfondissement des réflexions sur le lien entre les politiques agricoles et les politiques de commercialisation
- La nécessité de mener une étude pour répertorier et analyser l'ensemble des textes régissant le commerce des produits agricoles en Afrique de l'Ouest
- La finalisation et la mise en œuvre des plans de campagne en vue de susciter les décisions politiques pour la réduction des entraves au commerce intra-régional des produits agricoles

## **EVÉNEMENTS ET PUBLICATIONS**

CNUCED, Investment Policy Developments In G-20 Countries [Advanced unedited copy] (UNCTAD/WEB/DIAE/IA/2009/9) 08/07/09, 11 Pages, 82 Ko

CNUCED, Le développement économique en Afrique rapport 2009 , Renforcer l'intégration économique régionale pour le développement de l'Afrique (UNCTAD/ALDC/AFRICA/2009) No. de vente: E.09.II.D.7 25/06/09, 138 Pages, 640 Ko

ECDPM, Building capacities for monitoring and evaluating decentralisation and local governance. Experiences, challenges, perspectives. This

publication should be cited as: Loquai, C. and Le Bay, S. 2008. Building capacities for monitoring and evaluating decentralisation and local governance. Experiences, challenges, perspectives. (ECDPM InBrief 19). Maastricht : ECDPM

OECD, Regards sur l'aide au commerce 2009 : maintenir la dynamique présente les résultats de la seconde évaluation de L'Initiative pour l'aide au commerce et analyse ses succès à ce jour.

OECD, The Development Dimension Coherence for Health: Innovation for New Medicines for Infectious Diseases (Complete Edition - ISBN 9789264060166)

29 au 30 juillet, 2009, Windhoek, Namibia, RTEA Namibia: National Workshop, The Rapid Trade and Environment Assessment (RTEA) is an analytical process designed to flag areas of concern or opportunity for environmental sustainability in trade policy-making. Personne-ressource: Jessica Jones/ Laudika Kandjinga (IECN) and Sheila Kiratu (SAIIA) Courrier électronique: [l.kandjinga@iecn-namibia.com](mailto:l.kandjinga@iecn-namibia.com) and [Sheila.Kiratu@wits.ac.za](mailto:Sheila.Kiratu@wits.ac.za)

---

## Événements

20 – 24 juillet, Tunis, Tunisie, Regional Meeting Preparatory to UNCCD COP 9 for Africa, Personne-ressource: UNCCD Secretariat Téléphone: 49-228-815-2800 Télécopieur: 49-228-815-2898 Courrier électronique: [secretariat@unccd.int](mailto:secretariat@unccd.int) Site web: <http://www.unccd.int/secretariat/docs/workplan/workplan2009-eng.pdf>

22 – 25 juillet, Kona, Hawaii, Western and Central Pacific Regional Fishery Management Council - 145th Meeting

22-23 juillet, Développement durable, table ronde avec la participation du Secrétaire général, OECDE, [oecd.org](http://oecd.org)

23 au 30 juillet, 2009, Metro Manila, Philippines, Center for Asia Pacific Women in Politics (CAPWIP) - Making Governance Gender Responsive Personne-ressource: Sylvia Munoz-Ordóñez Téléphone: (632)8514954 Télécopieur: (632)8522112 Courrier électronique: [capwip@capwip.org](mailto:capwip@capwip.org) Site web: <http://www.capwip.org/training/mggr.htm>

29 juillet, Jakarta, Indonesia, Regional Conference on the Impact of the Global Economic and Financial Crisis to the Vulnerable Sectors in the Region: Civil Society Voices and ASEAN, Site web: <http://www.asiadhrra.org/> [www.uniapro.org/](http://www.uniapro.org/) [www.asianfarmers.org](http://www.asianfarmers.org)